

3. het ministerieel besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van de subsidies tot oprichting, uitbreiding of inrichting van beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd.

**Art. 24.** Dit artikel treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1149

[C - 97/31167]

**13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 4, 6, 1° et 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié par les arrêtés des 14 et 21 septembre 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 17 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe d'adapter les dispositions réglementaires relatives à l'établissement du processus global d'intégration sociale et professionnelle en concertation avec chaque personne handicapée en tenant compte de l'adoption par la Commission communautaire française du décret du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées et de son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997, de la mise en place de l'équipe pluridisciplinaire au sein du Fonds bruxellois, des collaborations nouvelles à mettre en œuvre avec les centres de réadaptation fonctionnelle et les centres d'orientation spécialisée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : les services du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 11 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée, tel que prévu à l'article 6, 1° du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

**Art. 3.** Toute demande d'intervention ou de prestation introduite par la personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret fait l'objet d'une décision prise dans le cadre du processus global.

**Art. 4.** Compte tenu de la demande, des capacités et des besoins de la personne handicapée, le processus global peut porter sur :

1° une aide matérielle individuelle;

2° une éducation scolaire, éventuellement accompagnée sur le plan pédagogique;

3° une formation professionnelle;

4° une insertion professionnelle;

5° un accompagnement réalisé par un service agréé;

et inclure des conseils.

**Art. 5.** L'équipe pluridisciplinaire est compétente pour établir le processus global. Elle prend sa décision de manière collégiale.

A sa demande, la personne handicapée, son représentant légal ou toute personne qu'elle désigne assiste à la réunion au cours de laquelle son processus global est établi. Toute autre personne intéressée y est invitée par l'équipe pluridisciplinaire.

**Art. 6.** En vue d'établir le processus global d'une personne handicapée, l'administration lui adresse une information sur les prestations auxquelles elle peut prétendre et un questionnaire sur les prestations qu'elle sollicite. Elle fournit à l'administration les renseignements nécessaires à l'examen de sa demande.

L'équipe pluridisciplinaire peut requérir le rapport d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréé ou d'un centre d'orientation spécialisée reconnu auprès duquel la personne handicapée est invitée à se présenter.

L'administration lui communique la liste des centres parmi lesquels elle choisit librement.

**Art. 7.** La décision qui fixe ou qui complète le processus global est prise dans les trente jours à compter de celui où l'administration dispose de tous les renseignements utiles.

Elle précise la date à partir de laquelle une intervention est accordée, soit au plus tôt le jour à partir duquel la personne handicapée est admise au bénéfice des dispositions du décret.

Cette décision est notifiée immédiatement à la personne handicapée ou à son représentant légal sous pli recommandé à la Poste. Le cas échéant, elle indique la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles une intervention est accordée ainsi que le montant de celle-ci.

**Art. 8.** Si, pour exécuter le processus global établi, des interventions doivent être accordées à des institutions, entreprises ou personnes qui ne sont pas reconnues ou agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou par l'organisme régional ou communautaire en matière d'intégration des personnes handicapées avec lequel un accord de coopération a été adopté, l'équipe pluridisciplinaire est compétente pour statuer sur la demande introduite par ces institutions, entreprises ou personnes. Elle prend sa décision de manière collégiale.

A la demande de la personne handicapée, toute personne intéressée est invitée par l'équipe pluridisciplinaire à participer à la réunion au cours de laquelle la décision est prise.

Cette décision est prise dans les trente jours à compter du jour où l'administration dispose de tous les renseignements utiles. Elle précise la date à partir de laquelle une intervention est accordée, soit au plus tôt trois mois avant le jour où la demande a été introduite.

Cette décision est notifiée immédiatement à l'institution, l'entreprise ou la personne concernée sous pli recommandé à la Poste. Le cas échéant, elle indique la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles une intervention est accordée ainsi que le montant de celle-ci.

**Art. 9.** L'administration veille à la réalisation et au suivi du processus global. Elle peut revoir, selon les modalités de l'article 7 du présent arrêté, une décision prise en exécution des articles 4 ou 8, si une modification intervient dans la situation de la personne handicapée ou si des renseignements nouveaux sont portés à sa connaissance.

**Art. 10.** Les informations médicales qui font partie du dossier de chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret sont à la seule disposition du médecin de l'équipe pluridisciplinaire.

Il communique à l'équipe pluridisciplinaire les seules données indispensables à la prise de ses décisions.

**Art. 11.** Les sommes qui sont dues à la personne handicapée en exécution de l'article 4 du présent arrêté ou à une tierce personne en exécution de l'article 9 du présent arrêté leur sont directement payées.

Les documents justificatifs de la dépense sont transmis à l'administration au plus tard dans les douze mois qui suivent l'exécution des prestations.

Le paiement des sommes dues s'effectue au plus tard, soit dans les six mois qui suivent la notification de la décision prise en exécution des articles 4 ou 8 du présent arrêté, soit dans les six mois qui suivent l'introduction des documents justificatifs auprès de l'administration.

**Art. 12.** Sont abrogés :

1° les articles 11 à 41, 56, 71 à 74 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 relatif au reclassement social des handicapés, tel que modifié ;

2° l'article 16 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 portant délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié.

**Art. 13.** L'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes est remplacé par la disposition suivante :

« La demande de la personne handicapée comprend des informations sur la description de la déficience, sur les décisions légales ou réglementaires auxquelles elle a donné lieu, sur les incapacités et le handicap qu'elle entraîne dans la vie sociale et professionnelle du demandeur.

A cette demande est joint un formulaire médical portant sur la description de la déficience et ses répercussions en terme d'incapacité et de handicap. Ce formulaire destiné au Fonds bruxellois est complété par un médecin choisi par le demandeur. ».

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1997.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

## VERTALING

N. 97 — 1149

[C - 97/31167]

**13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het globaal proces voor sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, ingesteld in overleg met iedere gehandicapte die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op het artikel 83, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het artikel 4, 1° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 1° en 30;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van haar werking en tot ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd door de besluiten van 14 en 21 september 1995;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, gegeven op 17 december 1996;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt ingegeven door de nood aan een aanpassing van de reglementaire bepalingen met betrekking tot het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ingesteld in overleg met iedere gehandicapte rekening houdend met de aanneming door de Franse Gemeenschapscommissie op 23 januari 1997 van het decreet tot bevordering van de tewerkstelling van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces de inwerkingtreding ervan op 1 januari 1997, met de samenstelling van een pluridisciplinaire equipe in het Brussels Fonds, met een nieuwe samenwerking die moet worden bekomen met de centra voor revalidatie en centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 februari 1997, krachtens artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de diensten van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 11 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan dat gemachtigd is te beslissen over de aanvragen tot opname van de gehandicapten overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, evenals over de procedures en de wijzen van indiening van de aanvragen, zoals gewijzigd;

« globaal proces » : het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ingesteld in overleg met de gehandicapte, zoals bedoeld in artikel 6, 1° van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

**Art. 3.** In het raam van het globaal proces wordt een beslissing genomen over iedere aanvraag om tegemoetkoming of uitkering, ingediend door de gehandicapte die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet.

**Art. 4.** Rekening houdend met de aanvraag, het vermogen en de behoeften van de gehandicapte, kan het globale proces betrekking hebben op :

1° individuele materiële bijstand;

2° een eventueel pedagogisch bijgestuurde onderwijsopleiding;

3° een beroepsopleiding;

4° de inschakeling in het arbeidsproces;

5° een begeleiding door een erkende dienst;

en adviezen insluiten.

**Art. 5.** De pluridisciplinaire equipe is bevoegd om het globaal proces in te stellen. Haar beslissing wordt collegiaal genomen.

De gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger of iedere persoon die hij aanduidt wonen op zijn verzoek de vergadering bij tijdens dewelke het globaal proces wordt ingesteld. Iedere andere betrokkene wordt door de pluridisciplinaire equipe op deze vergadering uitgenodigd.

**Art. 6.** Het bestuur kan, met het oog op de instelling van het globaal proces van een gehandicapte, laatstgenoemde informatie bezorgen over de uitkeringen waarop hij aanspraak kan maken alsook een vragenlijst over de aangevraagde uitkeringen. De gehandicapte bezorgt het bestuur de inlichtingen die nodig zijn voor de behandeling van diens aanvraag.

De pluridisciplinaire equipe kan het verslag opvragen van een erkend revalidatiecentrum of centrum voor gespecialiseerde beroepsoriëntering waar de gehandicapte zich moet aanmelden.

Het bestuur bezorgt aan de gehandicapte een lijst van alle centra waaruit deze vrij kan kiezen.

**Art. 7.** De beslissing waarbij het globaal proces wordt vastgesteld of aangevuld, wordt genomen binnen dertig dagen te rekenen vanaf de dag dat het bestuur over alle nuttige informatie beschikt.

Het bestuur stelt de datum vast vanaf dewelke een tegemoetkoming wordt verleend, dit wil zeggen ten vroegste vanaf de dag dat de gehandicapte wordt opgenomen volgens de bepalingen van het decreet.

Deze beslissing wordt onverwijld, bij aangetekend schrijven, ter kennis gebracht van de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger. In voorkomend geval vermeldt zij de aard, het aantal en de duur van de prestaties waarvoor een tegemoetkoming is verleend evenals het bedrag van deze tegemoetkoming.

**Art. 8.** Indien met het oog op de uitvoering van het ingesteld globaal proces tegemoetkomingen moeten worden verleend aan instellingen, ondernemingen of personen die niet zijn erkend door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces of door de gewestelijke of gemeenschapsinstantie voor de integratie van gehandicapten waarmee een samenwerkingsakkoord werd gesloten, dan moet de pluridisciplinaire equipe een beslissing nemen over de aanvraag die is ingediend door deze instellingen, ondernemingen of personen. Haar beslissing wordt collegiaal genomen.

Iedere betrokkene wordt, op verzoek van de aanvrager, door de pluridisciplinaire equipe uitgenodigd op de vergadering tijdens dewelke de beslissing wordt genomen.

Deze beslissing wordt genomen binnen dertig dagen te rekenen vanaf de dag dat het bestuur over alle nuttige inlichtingen beschikt. Zij vermeldt de datum vanaf dewelke een tegemoetkoming wordt verleend, dit wil zeggen ten vroegste drie maand vóór de dag waarop de aanvraag werd ingediend.

Deze beslissing wordt onverwijld, per aangetekend schrijven, ter kennis gebracht van de instelling, de onderneming of de betrokken persoon. In voorkomend geval vermeldt zij de aard, het aantal en de duur van de prestaties waarvoor een tegemoetkoming wordt verleend evenals het bedrag van deze tegemoetkoming.

**Art. 9.** Het bestuur ziet toe op de uitvoering en de opvolging van het globaal proces. Het kan, volgens de nadere regelen van artikel 7 van dit besluit, een krachtens artikelen 4 of 8 genomen beslissing herzien als er een wijziging optreedt in de toestand van de gehandicapte of als het beschikt over nieuwe informatie.

**Art. 10.** De medische gegevens in het dossier van iedere gehandicapte die opgenomen is volgens de bepalingen van het decreet kunnen enkel ingekeken worden door de geneesheer van de pluridisciplinaire equipe.

Hij brengt de pluridisciplinaire equipe op de hoogte van enkel die gegevens die onontbeerlijk zijn bij de besluitvorming.

**Art. 11.** De bedragen die verschuldigd zijn aan de gehandicapte krachtens artikel 4 van dit besluit of aan een derde krachtens artikel 9 van dit besluit worden hen direct uitbetaald.

De bewijsstukken van de uitgave worden bezorgd aan het bestuur uiterlijk binnen 12 maand na de uitbetaling van de uitkeringen.

De betaling van de verschuldigde bedragen gebeurt uiterlijk hetzij binnen zes maand na de kennisgeving van de krachtens artikelen 4 of 8 van dit besluit genomen beslissing, hetzij binnen zes maand na de indiening van de bewijsstukken bij het bestuur.

**Art. 12.** Worden opgeheven :

1° de artikelen 11 tot 41, 56, 71 tot 74 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

2° artikel 16 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot delegaties van bevoegdheden en ondertekeningen aan de gemachtigde ambtenaar of aan bepaalde ambtenaren van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd.

**Art. 13.** Artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan dat bevoegd is om te beslissen over de aanvragen tot opname vanwege de gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, evenals de procedures en de wijzen van indiening van deze aanvragen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aanvraag van de gehandicapte bevat informatie over de omschrijving van de deficiëntie, over de wettelijke en reglementaire bepalingen waarop zij recht geeft, over het onvermogen en de handicap dat deze vormt in het sociale en beroepsleven van de aanvrager.

Bij deze aanvraag wordt een medisch attest gevoegd aangaande de beschrijving van het gebrek en de mate waarin het onvermogen en de handicap dit uiten. Dit attest dat aan het Brussels Fonds moet worden afgegeven, werd ingevuld door een door de aanvrager gekozen arts. »

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1997.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,  
Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,  
Voorzitter van het College